

*Questions orales*

Le ministre pourrait-il nous expliquer pourquoi les crédits fédéraux ont été dépensés en totalité à Vancouver et qu'aucune autre forme d'aide n'a été accordée à d'autres régions de la province?

**L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports):** Monsieur le Président, un certain nombre d'initiatives ont été prises de concert avec Expo 86; ainsi, une aide financière a été accordée pour la construction des trains LRC et d'un très beau pavillon canadien, le Canada Harbour Place Corporation à Vancouver.

**Une voix:** Encore à Vancouver.

**M. Mazankowski:** Vancouver fait partie de la Colombie-Britannique. Tous les habitants de la province et leurs concitoyens pourront en profiter.

Je crois savoir également que la plupart des installations qui quitteront les terrains d'Expo 86 une fois l'exposition terminée, seront réparties entre les diverses localités de la province. Le député devrait s'en réjouir.

L'AFFECTATION DE FONDS DANS TOUTE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

**M. Ray Skelly (Comox—Powell River):** Monsieur le Président, ma question s'adresse encore au ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens). Peut-il nous dire comment il se fait que, par esprit de justice, le gouvernement fédéral n'a pas prévu des fonds pour la construction de diverses installations dans d'autres localités de la province afin que celles-ci puissent bénéficier elles aussi de l'afflux de touristes qu'Expo 86 attirera au Canada et en Colombie-Britannique?

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, d'après les deux questions qu'il nous a posées, le député n'est pas au courant de l'activité fédérale non seulement à Vancouver, mais en Colombie-Britannique en général. Le député sait certainement que nous nous sommes engagés à y dépenser des centaines de millions de dollars dans le cadre d'une entente de développement économique régional, et notamment en ce qui concerne le tourisme et l'exploitation forestière dans la province. Il doit assurément savoir que nous avons mis sur pied l'un des programmes les plus complets par le biais de la Banque fédérale de développement en Colombie-Britannique, qui a investi, par habitant, sans doute bien plus dans cette province que dans toute autre région du Canada, l'arrière-pays de la Colombie-Britannique ..

**M. le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

\* \* \*

LA LOI DE STABILISATION CONCERNANT LE GRAIN DE L'OUEST

LES PAIEMENTS AUX AGRICULTEURS QUI ONT PERDU LEURS RÉCOLTES

**M. Gordon Taylor (Bow River):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé. Etant donné qu'il a pris des dispositions

aussi expéditives pour effectuer les paiements de stabilisation tôt dans la saison, va-t-il indemniser les agriculteurs, qui ont contribué pendant des années au Fonds de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, mais qui en ont été incapables depuis deux ans parce qu'ils n'avaient aucune récolte à livrer aux éleveurs à cause de la sécheresse, des sauterelles, des vers gris et ainsi de suite?

**L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)):** Monsieur le Président, la réponse est tout bonnement oui. Le député devrait savoir que les calculs effectués pour établir le paiement provisoire se fondaient sur les contributions versées au Fonds de janvier 1983 à juillet 1985. Il n'ignore pas non plus que la récolte de 1982 est incluse. Si le député tient à remonter plus loin encore dans le temps, qu'il sache que cette période englobe aussi les paiements définitifs sur la récolte effectuée en 1981. Il devrait savoir également . . .

**M. le Président:** A l'ordre, je vous prie.

**M. Rodriguez:** Envoyez-moi donc une note de service.

**M. le Président:** Silence, je vous prie. Le député de Cape Breton—The Sydneys (M. MacLellan) a la parole.

\* \* \*

L'ÉNERGIE

LE PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE USINE DE VALORISATION DU PÉTROLE Lourd

**M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys):** Monsieur le Président, c'est à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources que je m'adresse. Dans ses prévisions budgétaires, le ministre des Finances a prédit qu'en 1986, le pétrole coûterait \$22.50 américains le baril, ce qui justifie amplement les garanties de prêts pour l'usine de traitement de Husky. Pourquoi le gouvernement ne garantit-il pas ces prêts, ou serait-ce qu'il ne croit plus lui-même à ses propres prévisions budgétaires?

**M. Crosbie:** Coup bas.

**Mme Copps:** Branchez-vous!

**M. Benjamin:** Ne vous chameillez pas, mesdames.

**L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** De toute évidence, monsieur le Président, la question porte sur le budget. C'est au ministre des Finances que le député aurait dû la poser.

**Mme Copps:** Ils ne savent pas ce qu'ils font.

L'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT

**M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys):** Monsieur le Président, c'est également à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources que je pose ma question supplémentaire. Peut-être sera-t-elle en mesure de répondre à celle-là.

**Mme Copps:** J'en doute.